

La Russie et la crise syrienne : le *come-back* de l'héritier de l'URSS et le changement de la donne en Syrie

Abdelhak Bassou



THINK • STIMULATE • BRIDGE

La Russie et la crise syrienne : le *come-back* de l'héritier de l'URSS et le changement de la donne en Syrie

Abdelhak Bassou

A propos d'OCP Policy Center

OCP Policy Center est un think tank marocain « policy oriented », qui a pour mission de contribuer à approfondir les connaissances et à enrichir la réflexion autour de questions économiques et de relations internationales revêtant un enjeu majeur pour le développement économique et social du Maroc, et plus largement pour celui du continent africain. À cet effet, le think tank s'appuie sur des productions analytiques indépendantes et un réseau de partenaires et de chercheurs de premier plan, dans l'esprit d'une plateforme ouverte de discussions et d'échanges.

Porteur d'une « perspective du Sud », celle d'un pays à revenu intermédiaire africain, sur les grands débats internationaux ainsi que sur les défis stratégiques auxquels font face les pays émergents et en développement, OCP Policy Center apporte une contribution sur quatre champs thématiques majeurs : agriculture, environnement et sécurité alimentaire; développement économique et social ; économie des matières premières ; et géopolitique et relations internationales.

Sur cette base, OCP Policy Center est activement engagé dans l'analyse des politiques publiques et dans la promotion de la coopération internationale favorisant le développement des pays du Sud. Un de ses objectifs est de contribuer à l'émergence d'une « Atlantique élargie », dont le potentiel reste très largement sous-exploité. Conscient que la réalisation de ces objectifs passe essentiellement par le développement du Capital humain, le think tank a pour vocation de participer au renforcement des capacités nationales et continentales en matière d'analyse économique et de gestion.

OCP Policy Center

Ryad Business Center – Aile Sud, 4^{ème} étage - Mahaj Erriyad - Rabat, Maroc

Website : www.ocppc.ma

Email : contact@ocppc.ma

Tél : +212 (0) 537 27 08 60 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

A propos de l'auteur, Abdelhak Bassou

Abdelhak Bassou est Senior Fellow à l'OCP Policy Center. Ancien préfet de police, il fut investi de plusieurs responsabilités au sein de la Direction générale de la sûreté nationale marocaine dont chef de la division de la police des frontières de 1978 à 1993 ; Directeur de l'Institut Royal de Police en 1998 ; Chef des Sûretés régionales (Er-Rachidia 1999-2003 et Sidi Kacem 2003- 2005) et également Directeur Central des Renseignements Généraux de 2006 à 2009.

Il a également participé aux travaux de plusieurs instances internationales dont le conseil des ministres arabes de l'intérieur de 1986 à 1992, où il a représenté la Direction Générale de la Sûreté nationale dans plusieurs réunions. Abdelhak Bassou est titulaire d'un Master en études politiques et internationales de la Faculté des sciences juridiques, économiques et social d'Agdal à Rabat sur un mémoire intitulé « L'Organisation Etat Islamique, naissance et futurs possibles ».

Résumé

En l'automne 2015 la Russie décide d'intervenir en Syrie. Elle joint le geste à la parole, et arrive à remettre sur pied un régime qui fut chancelant après Quatre années de guerre civile.

Cette intervention est alors vue par moult observateurs comme une action dictée par les relations historiques entre le régime des Bechar et l'ancienne URSS. Ce point de vue conforte l'opinion qui veut que la Russie ne soit qu'une version actuelle de l'ancienne URSS. Elle a hérité de sa place au Conseil de Sécurité, de son arsenal nucléaire et donc pourquoi pas des mêmes vues stratégiques. La continuation du même statut de la Syrie aux yeux des russes après les soviétiques, confirme la sauvegarde par les premiers de de l'héritage géopolitique des seconds.

La Russie n'est-elle cependant pas amoindrie par rapport à l'ancien géant soviétique ? a-t-elle les moyens de sa politique de grandeur ? La puissance militaire peut-elle être synonyme de puissance tout court ? Autrement dit, la Russie peut-elle malgré ses faiblesses économiques se maintenir dans un rang de puissance par ses simples interventions militaires ?

La Russie et la crise syrienne : Le *come-back* de l'héritier de l'URSS et le changement de la donne en Syrie

Introduction

La Russie : un ancien-nouvel empire

Le 30 décembre 1922, cinq ans après la révolution bolchévique d'octobre 1917, la Russie change de nom. Elle devient l'URSS. Depuis, le monde n'entendra plus parler de la Russie, mais uniquement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques : Une union qui regroupe la Russie proprement dite, l'Ukraine, la Biélorussie et la Transcaucasie et qui, avec les années, intégrera également une quinzaine de républiques dissoutes dans le modèle soviétique.

Pendant près de 70 ans, le monde des relations internationales ne connaîtra aucune entité étatique du nom de « Russie ». Celle-ci s'étant fondue dans un ensemble qu'elle a elle-même créé et auquel elle a évité de donner son propre nom pour contourner les accusations d'annexion.

L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, acteur principal, aux côtés des États Unis, de la politique mondiale du XXème siècle, ne vivra pas longtemps, malgré le semblant de puissance qu'elle affichait.

A l'aube de la dernière décennie du siècle passé, l'union se disloque et dépérit, laissant de nouveau place à l'ancienne Russie, ou plus exactement à la Fédération de Russie. L'URSS n'aura connu que quelques décennies d'existence. L'Union soviétique emmène dans sa chute, au-delà d'un régime que certains stigmatisaient autant que d'autres vénéraient ; un ordre mondial qui, pour éviter la guerre chaude, s'était confiné dans un autre genre de conflit, la guerre froide. Le monde de la bipolarité disparaît en même temps que l'Union soviétique.

Devant un monde occidental et surtout des États Unis d'Amérique qui jubilaient devant ce qui était conçu comme une victoire du monde démocratique et libéral, la nouvelle-ancienne Russie faisait profil bas, surtout en matière de gestion des affaires du monde ; au point où les internationalistes parlaient de monde unipolaire, un monde conduit par les seuls les États Unis.

Il aura fallu que se succèdent l'envahissement du Koweït par l'Irak, la première guerre du Golfe, les événements du 11 Septembre 2001, les deux guerres que les américains conduisirent en conséquence en Afghanistan et en Irak, et finalement le printemps arabe ainsi que les bouleversements qu'il apporta dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord pour voir l'empire américain s'essouffler, atteint par la *War-fatigue*. Les États Unis annoncent alors qu'ils renoncent à se reconnaître comme gendarme du monde, tout en affirmant rester la première puissance mondiale, et réclamer la responsabilité des autres puissances dans le maintien de la paix dans leur région, pour que surgissent les concepts de multipolarité et d'absence de polarité.

La crise syrienne : l'épreuve que doit surmonter l'Ordre Mondial

C'est dans cette conjoncture internationale et au milieu de plusieurs questions sans réponses sur les incertitudes du monde que s'est posée la crise syrienne. Elle interpelle concrètement la sauvegarde de la paix et de la sécurité dans le monde. Elle soumet également à rude épreuve les relations internationales et leur conduite par la communauté internationale. L'ordre mondial est également interpellé. Une telle crise aurait-elle évolué aussi dangereusement au temps de la guerre froide, sous l'emprise du système bipolaire ? La manière dont la crise a évolué n'est-elle pas déjà la preuve d'un monde sans pôles ? La réaction de la Russie n'augure-t-elle pas d'un retour à la guerre froide ? La Russie a-t-elle les moyens d'être le leader d'un pôle qui réimposerait un certain équilibre des forces rompu depuis la chute du mur de Berlin ?

C'est également à partir de ces questionnements que s'est forgée l'hypothèse choisie pour cet article : « La Russie et la crise syrienne : *Le come-back* de l'héritier de l'URSS ».

En passant du soutien politique et de la fourniture d'armement assortie d'un effort de formation et de conseil à une véritable intervention militaire aux côtés des troupes du régime syrien, la Russie marque un tournant dans sa politique extérieure. Depuis qu'elle n'est que Russie, et non l'URSS, c'est la première fois qu'elle intervient aussi loin de ses frontières. Que ce soit en Tchétchénie, en Géorgie ou en Ukraine, la Russie est certes intervenue, mais dans des pays qui constituent son étranger proche. Un espace qu'elle connaît historiquement et géographiquement. Elle était intervenue dans ces pays sans quitter son propre territoire russe. Elle était restée dans son voisinage géographique.

En Syrie, c'est la première fois que la Russie s'essaye à intervenir elle-même, et non par proxy, dans une guerre qui l'emmène loin de ses bases. Les difficultés n'en sont que multipliées, les coûts décuplés et peut-être même que les pertes n'en seront que plus aggravées.

Le défi est de taille. Les gains en cas de succès sont grands et importants mais les prix ne le sont pas moins. Les conséquences de l'échec sont incommensurables : n'est-ce pas la guerre en Afghanistan qui a été, parmi d'autres faits, la cause de la chute de l'URSS ? Un échec en Syrie pourrait-il marquer la fin, non pas de la Russie, mais des rêves de celle-ci de devenir l'héritier de l'URSS dans le vrai sens du terme ?

I. La Russie post soviétique¹ : Etat des lieux

1. Le statut d'Etat successeur de l'URSS

a) L'héritage politique

En 1991, l'URSS éclate en quinze États indépendants souverains, dont la Russie. Celle-ci a hérité de l'ancienne superpuissance les trois quarts de son territoire, plus de la moitié de sa population, et les deux tiers de son industrie. Elle paraissait ainsi l'entité issue de l'URSS la plus indiquée pour lui succéder. La question s'est alors posée, au point de vue du droit, de savoir si l'Union Soviétique continuait dans la personnalité juridique de la Russie ou bien si l'URSS s'était éteinte

(1). Voir l'article de Jean Geronimo, Docteur en Sciences économiques. Spécialiste de l'URSS et des questions russes, sous le titre « Où va la Russie ? Moscou, à la recherche d'une identité post-soviétique », publié par géostratégie.com le 17 septembre 2009.

et que la Russie était un état successeur. La différence réside dans les conséquences juridiques que génère chacun des cas :

- Dans le premier cas, il n'y a aucun transfert des droits et obligations. La Russie prend simplement la place de l'ex-Union soviétique - avec les modifications entraînées par un changement de gouvernement et une réduction du territoire due aux sécessions ;
- Dans le second cas, les droits et les obligations de l'Union soviétique s'attachent à la Russie seulement dans la mesure où cela est prévu par le droit de la succession d'Etats.

Il n'y a apparemment pas de règles générales portant sur la manière de déterminer le moment où s'éteint l'identité d'un Etat, mais la pratique juridique internationale montre une certaine préférence pour la continuation aux dépens de l'extinction². On notera dans ce sens que :

- La dissolution de l'Empire britannique dans la décolonisation n'a jamais mis en question la continuation du Royaume-Uni et de sa souveraineté bien qu'il eût considérablement diminué en superficie et en population ;
- De la même manière, la France, l'Espagne, et le Portugal ont continué d'exister malgré la dissolution de leurs Empires coloniaux.

C'est la version de la continuité qui semble l'avoir emporté et la Russie fut reconnue comme héritière de la place de l'URSS et de ses droits et obligations dans les institutions internationales, dont le siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Au même titre, elle devait assumer également le passif financier de l'URSS. Cette dernière continue donc sous le nouvel habit de la Russie.

b) L'héritage militaro-nucléaire

La Fédération de Russie avait, sur le registre de la continuité militaire, achevé d'hériter de l'ensemble des armes nucléaires de l'URSS à la suite du traité de sécurité collective (ou Traité de Tachkent) de 1992.

Le Mémoire de Budapest offrait à l'Ukraine, l'autre héritier de l'arsenal nucléaire de l'URSS, trois sortes d'avantages et de garanties pour la convaincre à se dénucléariser :

- Des garanties sécuritaires de la part des États-Unis et de la Russie ;
- La reconnaissance de la souveraineté et de l'impact de l'identité nationale ukrainienne sur sa politique étrangère et ;
- L'aide économique octroyée par les États-Unis et la Russie.

Ces avantages et garanties étaient accompagnés d'un transfert à l'Ukraine de 100 tonnes d'uranium peu enrichi pour la production d'énergie nucléaire. En échange, l'Ukraine devait assurer le transfert des 1 900 ogives nucléaires vers le territoire russe. La Russie devient ainsi l'héritière unique de la puissance militaro-nucléaire de l'URSS.

Fortes de ces héritages, la Russie, membre du conseil de sécurité et deuxième force militaire et nucléaire du monde, paraissaient alors garder tous les instruments de puissance qui en faisaient

(2). Koskenniemi Martti, Lehto Marja. Succession d'États de l'ex-U.R.S.S., avec examen particulier des relations avec la Finlande. In : Annuaire français de droit international, volume 38, 1992. pp. 179-219.

le véritable successeur de l'Union soviétique, mais, était-ce suffisant pour en faire un véritable challenger des Etats Unis d'Amérique ? Pouvait-elle défendre efficacement ses intérêts et agir sur la politique du monde ?

2. Disproportion entre le statut politique et les capacités réelles

Les performances économiques de la Russie dépendent surtout des secteurs stratégiques de l'énergie et de l'armement. La Russie figure aux premiers rangs mondiaux en tant que producteur et exportateur de pétrole, gaz et charbon. De plus, le pays se hisse au second rang pour l'exportation des armes dites conventionnelles. La Russie est également 3ème producteur de blé ou la betterave à sucre et 6ème pour le charbon. Son potentiel sibérien et arctique semble également énorme. Mais si la reconnaissance de la Russie en tant qu'héritière politique et militaire de l'ex-URSS lui donne un poids politique et militaire, son économie n'arrive pas à suivre ce statut pour achever de satisfaire son ambition de puissance³. En effet, plusieurs facteurs négatifs agissent sur les ambitions de la Russie de se constituer en puissance économique-militaro-politique dans le monde :

- L'exploitation des hydrocarbures stagne en raison d'investissements insuffisants (matériels de forage vieillissants) ;
- Les succès commerciaux du secteur de l'armement doivent plus au rapport qualité/prix qu'à l'innovation des produits ;
- Ayant perdu des périphéries par rapport à l'économie de l'ex-URSS, la Russie est poussée vers le nord et l'est, ce qui la contraint pour se développer, à renforcer et moderniser tous les réseaux de transport, tâche très complexe dans un aussi vaste continent. Cette difficulté est assortie d'une défaillance de peuplement qui affecte la moitié du territoire ;
- La Russie a connu une phase de sous-développement entre 1989 et 2004 marquée par un effondrement des productions agricoles et des industries. Elle s'en trouve par conséquent réduite à exporter des matières de base pour importer les machines et les technologies dont elle a besoin. De plus les hydrocarbures, les minerais ou les produits agricoles qu'elle exporte voient leur production et leur transport devenir de plus en plus problématiques ;
- A cela s'ajoutent des perspectives de déclin démographique. La population russe vieillit. Elle comporte aujourd'hui une plus forte proportion de personnes âgées et malades.

Lorsque se dissipèrent les effets de la transition qui a suivi la dislocation de l'ancienne union soviétique, la Russie se réveille entre deux positions :

- Celle d'un membre du conseil de sécurité, constituant la deuxième puissance militaro-nucléaire du monde et ;
- Celle d'un pays socialement et économiquement moyen qui ne peut de ce fait rivaliser avec les autres puissances du monde.

Il s'en suit que l'occident qui tenait compte de la position de force de l'ex URSS, ne montre plus aucune, sinon peu de considération pour l'Etat héritier. Il multiplie même les provocations jusqu'à frôler le dédain⁴. Contrairement à l'union soviétique, la Russie devient un pays que les

(3). Voir : « Matières de base : puissance ou faiblesse de la Russie en 2014 ? Par Alban Bervas. http://www.studyramagrandesecoles.com/home_prepas.php?idRubrique=801&Id=10025. Voir également : Collectif sous la direction de Favarel-Garrigues Gilles et Rousselet Kathy, 2010. « La Russie contemporaine ». Les grandes études internationales. Éditions Fayard, 501 p.

(4). Critiquant la non-participation du président français à la parade militaire qui célébrait le 70e anniversaire de la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie ; Renaud Girard, du journal français Le Figaro, écrit dans son article intitulé « Pourquoi donc humilier la Russie? » : « depuis ces dix dernières années, l'Occident n'essaie plus de comprendre la Russie, préférant lui donner des leçons, comme cela a été notamment le cas en août 2008, suite à la réaction de Moscou aux pilonnages de Tskhinvali. »

occidentaux peuvent sanctionner et qui, malgré une résistance affichée, subit les effets négatifs des sanctions, tant il est économiquement fragile.

3. L'extension de l'Otan

La dissolution de l'union soviétique donne lieu à celle du pacte militaire correspondant ; le Pacte de Varsovie. L'Otan se trouve alors sans adversaire et entame une extension vers l'Est, encouragé par les demandes d'adhésion des pays de l'ancien pacte de Varsovie, qui craignaient toujours que la Russie ne tente de les réintégrer de force dans l'ancien système. La chronologie suivante donne une idée de l'ampleur de l'extension de l'Otan vers l'Est entre 1999 et 2009, mais montre aussi qu'en retardant les discussions autour des adhésions, les occidentaux voulaient imposer aux Russes une extension de l'Otan, sans presser le calendrier. Ils voulaient démontrer que cette extension n'est nullement dirigée contre la Russie, mais uniquement destinée à la sécurité et à la stabilité en Europe, le mot « élargissement » est évité dans les discours officiels au profit de la tournure « droit d'adhésion des pays souverains à rejoindre l'Alliance » :

- **8-9 juillet 1997** : Sommet de l'Otan à Madrid, ouverture des pourparlers d'adhésion pour la Hongrie, la Pologne et la République tchèque ;
- **12 mars 1999** : La République tchèque, la Hongrie et la Pologne deviennent membres de l'Alliance ;
- **21 novembre 2002** : Au Sommet de Prague, sept pays - Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie et Slovénie - sont invités à entamer des pourparlers avec l'Alliance ;
- **2 avril 2004** : Sept nouveaux pays deviennent membres de l'Alliance : Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie et Slovénie ;
- **2- 4 avril, 2008** : Sommet de l'Otan à Bucarest, crise afghane et élargissement, Albanie et Croatie sont déclarées candidats. Les adhésions de l'Ukraine et de la Géorgie sont repoussées ;
- **9 avril 2009** : L'Albanie et la Croatie ont achevé le processus d'adhésion et sont devenues membres de l'Alliance à part entière ;
- **A présent** : la Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Monténégro sont candidats à l'adhésion.

L'ours russe qui avait hiberné pendant une dizaine d'années après la chute de l'empire soviétique, entame son réveil, avec l'Otan installé à ses portes. Un souci de plus devant ses ambitions de retour à la puissance⁵. La Russie trouve dans cette situation le prétexte à un retour agressif sur la scène internationale concrétisé par plusieurs actions test destinées à jauger les véritables intentions de l'Otan. (Intervention en Géorgie, annexion de la Crimée, incursion dans l'est de l'Ukraine et manœuvres actuelles en Syrie).

4. L'ambition russe, à partir du statut politique et militaire

Il est indéniablement observable depuis le début du siècle qu'un processus de retour de la Russie sur la scène mondiale est entamé. Sans être à son apogée, il se caractérise surtout par son agressivité, et son adossement à une diplomatie qui n'hésite pas à se faire accompagner d'actions militaires.

(5). Bertrand Badie trouve compréhensible ce souci russe vis-à-vis de l'Otan : « On comprend que les dirigeants russes sont prêts à tout pour empêcher la complète « otanisation » de sa périphérie ». Nouveaux mondes : carnets d'après-guerre froide ; p.257.

a) Dans le domaine militaire

L'idée de disposer d'une "profondeur stratégique", chère aux soviétiques, n'a pas cessé de hanter l'actuelle Russie, surtout devant les avancées opérées par l'Otan, avec les Etats Unis d'Amérique en tête. Or cette profondeur allait en se rétrécissant avec, notamment, la mise en place du bouclier antimissile américain en Pologne et en République tchèque qui constituent, aux yeux de la Russie, une action tendant à la confiner stratégiquement dans un espace quasi indéfendable.

Convaincue que son économie ne peut, malgré les efforts fournis, être compétitive face au géant américain, c'est dans les domaines militaire et de politique internationale que la Russie va chercher ses arguments de puissance. C'est d'ailleurs dans ces domaines qu'elle dispose d'atouts dont elle peut se prévaloir. N'a-t-elle pas hérité du droit de veto, en même temps que de l'arsenal militaro-nucléaire de l'ex-URSS ?

Renouant avec une pratique de la guerre froide, Poutine n'hésite pas à envoyer ses bombardiers survoler le Grand Nord de la Russie. Certains d'entre eux approchent les espaces aériens des pays du nord de l'Europe ou des Etats-Unis, provoquant le décollage en urgence d'avions de combat de l'OTAN. Le président russe multiplie les manœuvres militaires avec la Chine, annonce ses ambitions de présence permanente en Méditerranée et, fait significatif malgré son caractère anecdotique, il annonce qu'un de ses mini-sous-marins a planté le drapeau national par 4000 mètres de fond, sous le pôle Nord.

La Russie n'hésite plus pour montrer ses ambitions de puissance qu'elle croit légitimes et va facilement jusqu'à des interventions militaires, certes voilées en guerre de légitime défense, et souvent menées par des milices qui servent de proxy, mais qu'elle ne tarde pas à reconnaître dès qu'elles sont dévoilées.

Les russes avaient toujours clamé en 2008 que leur incursion en Géorgie n'était que qu'une réponse à une attaque surprise de Tbilissi en Ossétie du sud. Cependant, le président Poutine va plus tard affirmer lui-même à la télévision : «Il y avait un plan, ce n'est pas un secret... C'est dans le cadre de ce plan qu'a agi la Russie. Il a été préparé par l'état-major général, fin 2006 ou début 2007. Il a été approuvé par moi et convenu avec moi»⁶.

En Crimée et à l'Est de l'Ukraine, les Russes ont fait de même. Des milices qui interviennent avec de la logistique russe, notamment les fameux véhicules militaires sans immatriculation dont personne n'ignore l'origine russe.

Profitant de la première édition du Forum international Armia 2015, Poutine avait rendu publics certains éléments de la modernisation des forces armées russes : « Au cours de l'année 2015, les forces nucléaires russes vont être équipées de plus d'une quarantaine de missiles intercontinentaux supplémentaires qui seront capables de déjouer les systèmes de défense les plus sophistiqués » avait-il déclaré. Au cours du même discours, il a également annoncé la mise en service de systèmes de radar, capables de détecter des cibles à très longue distance, qui vont être tournées vers l'Occident. Il s'était de plus félicité du perfectionnement en cours du potentiel militaire des forces aériennes et de la flotte russe, notamment par l'apport d'un nouveau sous-marin lanceur d'ogives nucléaires qui devait être mis en service cette même année 2015⁷.

(6). Voir : <http://www.lefigaro.fr/international/2012/08/10/01003-20120810ARTFIG00541-poutine-reconnait-avoir-planifie-la-guerre-en-georgie.php>

(7). Voir : Edition du mardi 16 juin 2015 du quotidien italien « *il manifesto* ».

La Russie va également jusqu'à initier la création du pendant oriental de l'Otan qui est l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC). L'organisation régionale est annoncée comme un instrument chargé de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme, le trafic de drogue, l'immigration illégale, le crime organisé, mais beaucoup sont ceux qui y voient une tentative russe de pallier la disparition de l'ex pacte de Varsovie. L'organisation regroupe la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, et le Tadjikistan. Le poids de l'Organisation ne peut être comparé à celui de l'Otan, mais le traité immunise, aux yeux de la Russie les pays qui y adhèrent contre l'hégémonie de l'Otan.

b) Dans le domaine de la politique internationale

« L'Occident doit apprendre à traiter d'égal à égal avec la Russie, sans quoi il sera impossible de régler la crise en Ukraine et de prévenir de nouveaux conflits similaires », avait déclaré le premier vice-premier ministre Igor Chouvalov, en commentant la crise ukrainienne, lors du Forum économique mondial de Davos en Janvier 2015. Il résume ainsi le postulat auquel s'adosse la diplomatie russe : La Russie est une puissance avec laquelle l'Occident doit traiter d'égal à égal. La Russie, forte de sa place de membre du conseil de sécurité et de sa puissance militaire, ne veut plus être humiliée ni laissée pour compte. On ne doit pas lui montrer sa place. Elle la connaît. Le même responsable cité plus haut ajoute : « Je n'ai peut-être pas le droit d'interpréter la politique de Poutine, mais je suis persuadé qu'il veut assurer la liberté, la richesse et la prospérité du peuple russe et ce, sans détruire les fondements de notre Etat ». Par fondements il signifie le principe que la Russie est un pays avec lequel il faut compter, et que la fin de l'URSS n'est pas la fin de la Russie.

C'est dans cette ligne que s'inscrit l'usage abusif du veto russe au conseil de sécurité. Le tableau ci-après, dressant la situation des résolutions ayant entre 2007 et 2012 fait l'objet d'un veto, montre à quel point la Russie use de ce droit. Depuis le veto russe avait encore été utilisé à deux reprises pour empêcher des résolutions contre le président syrien et une fois pour empêcher la résolution sur l'avion malaisien abattu à l'est de l'Ukraine.

Tableau 1 : Projets de résolutions ayant fait l'objet d'un veto Russe au Conseil de sécurité

Date	Projet de résolution	Procès-verbal	Question	Membre(s) permanent(s) ayant voté contre
19 juillet 2012	S/2012/538	6810	La situation au Moyen-Orient - Syrie	Chine, Fédération de Russie
4 février 2012	S/2012/77	6711	La situation au Moyen-Orient - Syrie	Chine, Fédération de Russie
4 octobre 2011	S/2011/612	6627	La situation au Moyen-Orient	Chine, Fédération de Russie
18 février 2011	S/2011/24	6484	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine	États-Unis
15 juin 2009	S/2009/310	6143	Géorgie	Fédération de Russie

11 juillet 2008	S/2008/447	5933	Paix et sécurité - Afrique (Zimbabwe)	Chine, Fédération de Russie
12 janvier 2007	S/2007/14	5619	Myanmar	Chine, Fédération Fédération de Russie

http://www.un.org/fr/documents/sc_vetos.shtml

II. La réaction russe à la crise syrienne

L'envoi de troupes et de matériel russe en Syrie pour combattre aux côtés de l'armée officielle syrienne, qui dans la deuxième moitié du mois d'Août n'était qu'une rumeur, se précisa en Septembre lorsque les déclarations des responsables russes confirmèrent que leur pays n'hésiterait pas à envoyer des troupes en Syrie si les pouvoirs du pays le leur demandait. Ces déclarations étaient accompagnées d'un pont aérien, transportant en Syrie logistique, armement et troupes. Ces mouvements étaient eux-mêmes assortis de l'annonce de manœuvres navales au large de la Syrie sur une profondeur allant jusqu'aux côtes chypriotes. Parallèlement, la diplomatie russe dirige les yeux du monde sur le discours que le président Poutine à l'assemblée générale des nations unies, où il allait exposer le plan russe pour la lutte contre l'organisation de l'Etat Islamique et la résolution de la crise syrienne.

La Russie met ensuite son plan d'intervention en Syrie en exécution. Son aviation principalement, mais aussi des unités spéciales d'intervention au sol, vont permettre au président syrien et son armée, non seulement de reprendre certains territoires perdus au profit de l'opposition armée et de Daech ; mais de devenir l'interlocuteur principal et incontournable dans la crise syrienne. Si le président syrien paraît être le grand bénéficiaire du renversement de la situation sur le terrain, force est de se demander qu'en gagnent les russes eux-mêmes ?

1. Les intérêts russes en Syrie

En considérant que la Russie est la continuité de l'URSS aux yeux des relations internationales, les relations entre la Syrie et la Russie ne seraient pas nouvelles. Les deux pays ont tissé depuis près de soixante ans des relations très fortes :

- Le premier contrat d'armement signé par la Syrie avec la Russie date de 1956.
- Le parti Baath, promoteur du «socialisme arabe», et qui considère les États-Unis comme un pays impérialiste, est installé au pouvoir en 1963. Il s'appuyait sur l'URSS contre son ennemi les Etats unis d'Amérique ;
- En 1980, la signature entre l'URSS avec la Syrie de Hafez Assad, d'un «traité d'amitié et de coopération», établissant des «liens stratégiques spéciaux», scelle des relations solides et durables.

Ces liens historiques sont renforcés par des considérations géopolitiques : la Syrie constitue un centre d'intérêt important dans la stratégie de l'actuelle Russie :

- Du temps de la guerre froide la Syrie constituait, au sein de la ligue arabe, avec l'Algérie, l'Irak et la Libye, le « front de refus » favorable aux thèses de l'union soviétique. La disparition des régimes irakiens et libyens et le positionnement actuel de l'Algérie entre les russes et les

occidentaux, fait de la Syrie le seul allié arabe, encore fidèle, que la Russie a hérité de l'ex URSS.

- La disparition du régime de Bachar Al Assad, signifie la rupture géographique du croissant chiite qui fait la force de l'Iran. Plusieurs analystes voient que tout changement de régime en Syrie entraînerait un changement en Iran. Or, cette dernière fait partie de l'espace de recul stratégique de la Russie. L'Iran fait fonction de tampon entre les zones d'influence occidentale au moyen orient et le sud de la zone d'influence russe. En défendant le régime syrien, les russes défendent en fait l'Iran et, par conséquent, le sud immédiat de leur zone d'influence ;
- La Syrie est également le pied à terre dont dispose la Russie face à la Turquie, membre de l'Otan. L'installation d'un régime proche de la Turquie en Syrie permettrait à cette dernière et par conséquent à l'Otan d'établir le joint-venture géographique terrestre entre l'Europe et le Moyen-Orient. L'influence russe n'en serait que trop affaiblie.

2. Du veto à l'intervention militaire directe

Quelle était la position de la Russie face au printemps arabe en général et dans le cas syrien en particulier ? Ces révolutions arabes semblent avoir dès leur déclenchement embarrassé la Russie qui craignait l'effet de contagion notamment dans les pays d'Asie centrale et du Caucase (Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan).

Dans l'esprit des russes, les révolutions arabes sont des manipulations des États Unis et des européens et elles sont en fait destinées à atteindre la Russie. Dans un discours prononcé le 22 Février 2011, Dimitri Medvedev, président du gouvernement russe, déclare à propos des mouvements du printemps arabe : « Affrontons la réalité. Ils ont préparé ce scénario pour nous et ils tentent maintenant de l'appliquer avec plus de force ».

Cependant, la Russie avait au début des révolutions arabes marqué une certaine timidité à s'exprimer, aux Nations-Unies, face à l'activisme européen notamment dans le cas libyen. En effet, la Russie s'était limitée à l'abstention⁸ lors du vote de la résolution 1973 du Conseil de sécurité donnant le feu vert à une intervention militaire en Libye. Ce n'est que par la suite qu'elle s'est montrée critique contre la tournure prise par les opérations des forces occidentales.

Dans le cas de la Syrie, la Russie semblait avoir retenu la leçon de son laxisme face au cas libyen, et avait alors décidé de s'opposer à toute action visant à défaire le régime ami de Bachar Al Assad. Commence alors pour les russes une série d'actions à double aspect :

- Un aspect politique concernant l'opposition du veto russe à toute action visant à légitimer une action de l'occident contre le régime syrien, ou même à condamner ses opérations militaires contre la population. La diplomatie russe avait développé un argumentaire consistant à faire de l'opposition au régime une simple action terroriste, fruit de manipulations étrangères destinées à déstabiliser le pouvoir légal et légitime du président Bachar Al Assad. L'apparition de groupes armés affiliés à Al Qaeda d'abord et à l'Etat Islamique ensuite, renforçait l'argumentation russe, et la prise démocratique du pouvoir par des courants islamistes en Egypte et en Tunisie faisait hésiter les occidentaux, quant à une action qui viserait la déchéance du régime de Bachar. Même lorsque ce dernier usera d'armes chimiques contre les populations, usage

(8). Commentant l'attitude russe au conseil de sécurité sur le cas libyen, Pol-Henry Dasseleer et Nicolas Gosset, Chercheurs au Centre d'études de sécurité et défense (CESD) de l'Institut royal supérieur de défense écrivent que : « C'est la première fois qu'une divergence de vues aussi évidente est exposée entre Medvedev et Poutine, et ce, en amont des élections présidentielles de 2012 ». L'abstention russe lors du vote de la résolution 1973 avait été très critiquée par Poutine.

considéré par le président Obama comme une ligne rouge, les américains se contenteront d'un accord, proposé par les russes, ambitionnant la destruction de l'arsenal chimique syrien⁹. D'aucun trouvaient l'explication de la position américaine, non pas dans un quelconque recul de la diplomatie américaine devant la diplomatie russe ; mais plutôt dans le souci des États Unis à ménager un autre allié de Bachar : L'Iran. Avec ce dernier les américains voulaient à tout prix faire aboutir les négociations sur le programme nucléaire et faisaient de l'abstention d'intervenir contre Bachar un gage de bonne volonté vis-à-vis des iraniens. Cette hésitation occidentale, notamment américaine encourageait les russes dans leur politique de soutien au régime syrien ;

- Un aspect militaire : Bien qu'elle assure, depuis le début du conflit, ne fournir au régime que des armes défensives, la Russie n'avait jamais hésité à pourvoir l'armée de Bachar de tout l'armement dont il avait besoin ; des véhicules blindés jusqu'aux drones de surveillance en passant par des missiles guidés par laser. De plus, les conseillers (militaires) russes et des experts en matière de renseignement font eux-mêmes fonctionner les drones pour renseigner l'armée syrienne sur les positions rebelles, analyser leurs moyens et effectuer des frappes d'artillerie ou aériennes précises sur leurs positions. Les livraisons militaires russes à la Syrie ont été d'un grand secours à l'armée de Bachar notamment pour la fourniture de pièces de rechange. Les ponts aériens n'ont, pendant quatre ans durant, jamais cessé de fournir chenilles de chars, hélices d'hélicoptères, réservoirs de kérosène, roulements à billes, et gyroscopes. Ces pièces finissent par casser en raison de l'usure et d'emploi excessif, lorsqu'elles ne sont pas endommagées par les actions de l'opposition armée.

Le régime syrien qui a pu résister pendant quatre ans aux assauts des rebelles avait, en dépit des fournitures d'armes russes et de l'aide iranienne, commencé à donner des signes de faiblesse, à se confiner dans une position de territoire très restreinte et à risquer même de perdre ses dernières positions de retranchement. Apparaît alors dès le mois d'Août 2015 la perspective d'une intervention directe de la Russie en Syrie.

3. Les perspectives de l'intervention russe en Syrie

L'intervention militaire russe en Syrie interpelle les observateurs à plus d'un titre :

- ✓ Quelles sont les significations de cette intervention et quels sont les messages qu'elle véhicule ?
- ✓ Au-delà de ces messages, quels sont les objectifs matériels qu'elle s'assigne et jusqu'où peut-elle aller ?
- ✓ Il convient également, dans un troisième stade de s'interroger sur les évolutions en fonction des réactions des autres parties concernées ?

Que signifie l'intervention russe ?

Nous avons traité plus haut des intérêts russes en Syrie, intérêts qui, aux yeux de tous, peuvent justifier une intervention. Cependant, ne doit-on pas se poser la question de savoir si l'action

(9). Pour certains médias pro russe, les américains avaient renoncé à attaquer la Syrie après l'échec de leur bombardement contre la Syrie. Des missiles tirés par les américains pour détruire les radars syriens auraient été brouillés par les russes et sont tombés dans la mer. Ce serait cet échec qui aurait amené les américains à accepter le plan russe de destruction de l'arsenal chimique syrien.<http://www.medias-presse.info/la-russie-met-les-usa-face-a-leurs-echecs-en-syrie-pour-la-deuxieme-fois-nous-delivreront-ils-de-ceux-qui-planifient-linvasion-de-lue/39352>

militaire était la seule voix pour défendre ces intérêts ? Il est certain que la continuation de certains processus de négociation tels celui commencé à Genève aurait pu garantir à la Russie les mêmes avantages qu'elle détient en Syrie même avec un changement de régime. Ce n'est d'ailleurs pas du jour au lendemain qu'un pays, qui pendant plus d'un demi-siècle avait été attelé au régime soviétique puis russe pourra changer de cap et abandonner ses anciens pourvoyeurs en armement, en logistique militaire voire même en logistique tout court. La majeure partie de l'élite syrienne avait été formée en URSS et en Russie. Les grands traits de la gouvernance de la Syrie ont de tout temps été calqués sur le modèle soviéto-russe. Pourquoi les russes s'acharnent-ils donc à maintenir le président Bachar Assad même au prix d'une intervention militaire ?

- Le premier message semble être adressé aux dirigeants du monde arabe. Ces derniers, secoués par le printemps arabe, se sont vus abandonnés à leur sort par leurs alliés occidentaux. Ni Housni Moubarak grand allié du monde occidental, ni Ben Ali plus qu'aligné sur ce même monde n'ont été soutenus par les occidentaux et avaient dû quitter le pouvoir pour l'exil et les affres des condamnations. La Russie veut ici se présenter en allié sûr et loyal à ses amitiés et alliances. Quoi de plus efficace pour sortir le pays de son isolement et lui ouvrir la voie de l'amitié des dirigeants moyen-orientaux, orphelins depuis que les États Unis et le monde occidental semblent résignés devant les soulèvements des peuples ? En soutenant Bachar, la Russie montre à ces dirigeants le tort qu'ils peuvent se faire en continuant à s'allier aux États Unis et à l'Occident.
- Le deuxième message est adressé cette fois à l'Occident lui-même. La Russie ne peut être confinée dans ses limites géographiques restreintes. Elle est une puissance et doit, de ce fait, être perçue comme telle. Au huitième jour de son intervention en Syrie, la Russie avait tiré vingt-six missiles de croisière à partir de sa flotte dans la Caspienne. En avait-elle techniquement besoin pour détruire des positions de l'opposition syrienne ? La puissance de feu que lui procuraient ses avions en Syrie, et la précarité des moyens de l'opposition disent que les russes n'avaient nul besoin de recourir à ces missiles. Ils voulaient cependant lancer une espèce d'avertissement aux occidentaux :
 - ✓ Ces missiles, qui n'avaient jusqu'à cette date encore jamais été tirés en condition de guerre, sont au point et peuvent être efficacement utilisés dans d'autres circonstances ;
 - ✓ Si jamais l'occident fournit les opposants de Bachar en matériel contre l'aviation russe, les missiles de croisière prendront le relais.
 - ✓ Ces missiles qui de la Caspienne atteignent la Syrie, peuvent aussi atteindre efficacement la Turquie, allié de l'Otan dans la région. Autrement dit, les incursions de l'Otan en Europe de l'Est et jusqu'en Ukraine, aux portes de la Russie, ne peuvent avoir comme réponse qu'une incursion russe en Syrie, aux portes de l'Otan.
- Un autre message est adressé par l'intervention russe à l'Iran. Les russes veulent que les iraniens comprennent qu'ils ne peuvent avoir de rôle prépondérant au Moyen-Orient que dans le cadre de leur alliance avec la Russie, et que la Syrie est d'abord une arrière-cour russe avant d'être un champ de la projection de puissance iranienne. L'efficacité que les russes affirment par leur intervention est également destinée à faire prendre à l'Iran conscience des limites de ses capacités. L'Iran, n'a-t-il pas en somme échoué face aux groupes de l'opposition syrienne ; au point d'être amené à négocier avec eux dans les cas de Zabadani, Kafra et Fouaa ? Un fait mystérieux appuie le message russe aux iraniens. Le général iranien Hussein Hamdani, une grosse pointure de l'armée perse, est tué près d'Alep, dans des conditions indéterminées, au moment même où l'armée de Bachar semble prendre le dessus dans la région grâce à la

couverture des frappes aériennes russes. N'est-ce pas une manière de signifier à l'Iran qu'elle ne peut capitaliser pour son compte sur l'intervention russe ? Le message signifie à l'Iran que l'action russe en Syrie sert les intérêts russes et non les visées géostratégiques de l'Iran dans la région. L'Iran est invité à ingérer le fait qu'il ne peut avoir de rôle significatif au Moyen-Orient, ni défendre ses intérêts dans la région qu'en se plaçant sous le parapluie russe. Ce n'est d'ailleurs, probablement, pas un hasard si quatre des vingt-six missiles de croisière tirés par les russes, à partir de la Mer Caspienne sur la Syrie, soient tombés en territoire iranien.

Objectifs concrets et gains réels de la Russie de par son intervention en Syrie

Si l'intervention russe comporte des significations voilées et des messages sous-entendus à certains acteurs de la politique internationale au Moyen-Orient et dans le monde, elle ne vise pas moins des objectifs réels et des avantages concrets.

- **La Russie n'entend pas se désengager de la Méditerranée**

L'intervention militaire Russe en Syrie vise, au-delà du soutien au président syrien, le renforcement de sa présence en Méditerranée. Présence jusqu'à présent concrétisée par la seule base navale de Tartous, mais qui à présent se voit renforcée par des bases aériennes aussi bien à Damas qu'à Latakieh. Nul n'ignore qu'il ne serait pas aisé de voir les russes abandonner ses bases aussitôt l'intervention militaire terminée. Elles sont conçues pour durer. La Russie s'installe désormais de manière consolidée dans la Méditerranée orientale. Non seulement ils conservent une fenêtre qu'ils avaient toujours sur cette mer, mais ils la transforment en porte grandement ouverte. Ne sert-elle pas d'émulation à d'autres pays pour s'ouvrir à la Russie ? L'Egypte, seul Etat arabe à avoir applaudi l'intervention russe en Syrie, n'est pas loin d'une telle action, d'autant plus que le président Sissi doit retenir la leçon de l'abandon par les occidentaux de Housni Moubarak. Le régime algérien, qui sent revenir les arômes du printemps arabe, ne penserait-il pas lui aussi se mettre sous le parapluie russe ? Ce parapluie, ne montre-t-il pas, en Syrie, qu'il accorde peu d'attention aux droits des citoyens en comparaison aux États Unis ou à l'occident ?

- **La Russie dessert l'étau occidental sur sa position en Ukraine**

Lorsque les présidents russe et américain se réunissent en marge de l'assemblée générale des Nations-Unis en Septembre 2015, deux sujets sont à l'ordre du jour. Si l'administration américaine clamait haut et fort que le thème principal est celui de l'Ukraine, le président et la diplomatie russe déclaraient la situation en Syrie comme point essentiel de la rencontre. Les comptes rendus de la presse ayant sanctionné le tête-à-tête des deux présidents avaient, d'ailleurs, montré que la question syrienne avait renvoyé aux calendes grecques, l'annexion de la Crimée par la Russie et les interventions russes en Ukraine. Seule émergeait la question des procédures susceptibles d'éviter un clash entre les deux grands dans le ciel syrien.

- **L'Iraq touché par ricochet**

Parallèlement à son intervention en Syrie, la Russie annonce la création à Bagdad d'une coopération quadrilatérale entre elle-même, la Syrie, l'Iran et l'Irak pour combattre « l'organisation Etat Islamique ». De ce fait l'Iraq considéré jusqu'à présent comme une chasse gardée des États Unis, voit l'incursion de la Russie, désormais décidée à être associée à toutes les questions moyen-orientales. Depuis ses frontières sud dans la mer Caspienne, en passant par l'Iran et l'Irak et

jusqu'aux côtes méditerranéennes de la Syrie, la Russie se fraye un espace géographiquement continu pour son influence.

Perspectives d'évolution de l'intervention russe en Syrie

L'objectif déclaré de la Russie dans son intervention en Syrie est la lutte contre le terrorisme. Les responsables russes n'invoquent quasiment jamais l'Organisation Etat Islamique sous aucune de ses dénominations. Cette conception inclut, dans la compréhension russe du terrorisme, toute l'opposition armée au régime de Bachar Al Assad. C'est d'ailleurs sur ce point que réside le différend entre russes et occidentaux. Ces derniers déclarent intervenir contre l'organisation Etat Islamique et Jabhat Annousra, tout en épargnant les autres factions armées telles qu'Ahrar Acham ou l'Armée syrienne libre (ALS). C'est à partir de cette distinction que peuvent se dessiner les perspectives de l'intervention russe en Syrie.

Les russes peuvent-ils venir à bout de tous les opposants au président Assad, toutes catégories confondues, et remettre la Syrie dans son statut géographique d'avant printemps arabe ? Cherchent-ils uniquement à remettre Assad dans une position de force qui lui permettrait de négocier avantageusement un partage du pouvoir ou une partition de la Syrie ?

Côté alliance occidentale agissant en Syrie, comment peut-on lire le comportement des américains et leurs alliés ? Un comportement qui, à première vue, semble hésitant et sans stratégie apparente. N'ont-ils vraiment pas de stratégie en Syrie où veulent-ils attirer la Russie dans un nouvel Afghanistan pour lui faire abandonner ses ambitions de grandeur ?

- **La situation sur le terrain en Syrie**

En juin 2015, la situation militaire sur le terrain syrien montre une nette régression des forces du régime. Celles-ci semblent être confinées dans une étroite bande allant de Damas à Latakiah en longeant les frontières libanaises. Dans leurs derniers retranchements, les forces fidèles au président syrien donnent l'impression de s'être résignées à ne plus défendre que le fief Alaouite qualifié de Syrie utile et qui assure la continuité géographique avec le Liban.

A cette date, les forces du régime syrien sont soutenues sinon même remplacées par les unités des forces spéciales iraniennes et les milices du Hizbollah. Ce sont d'ailleurs les iraniens qui négocieront avec les milices d'Ahrar Acham l'accord sur Zabadani, Kafra et Fouaa¹⁰. Dans cette situation, il devenait légitime de se demander si la stratégie sur le terrain était tracée par le président syrien ou par ses alliés iraniens.

Le choix stratégique de se confiner et de concentrer les forces sur la région ouest donnant sur le Liban et la méditerranée, semble plus répondre au souci iranien d'éviter à tout prix la rupture du croissant chiite, espace géographique qui lie l'Iran au Hizbollah libanais en passant par l'Irak et l'ouest de la Syrie.

Cependant, durant l'été 2015, l'opposition armée avait entamé une offensive dans la province de Latakiah, affichant ainsi l'ambition de restreindre l'espace où s'étaient confinées les forces du président syrien. Les victoires remportées par les groupes armés dans la région de Sahl Al Ghab

(10). Pour lever le siège que les milices du Hizbollah avaient dressé autour de Zabadani, une localité frontalière avec le Liban, les groupes armés réunis au sein de Jaich Al fath avaient à leur tour assiégé deux villages chiites dans la région d'Idlib. L'accord prévoyait une sortie sécurisée des combattants assiégés à Zabadani, contre l'évacuation des civils des deux villages chiites de Kofra et Fouaa.

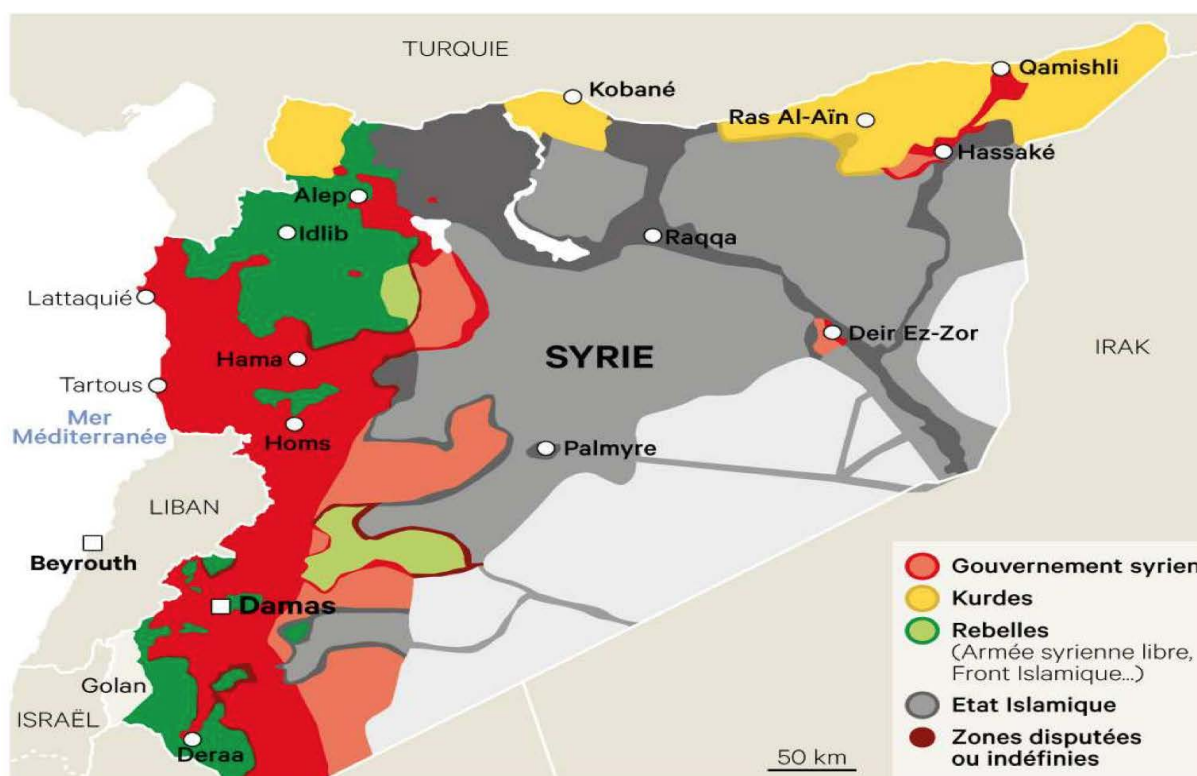
auguraient d'un possible écoulement du régime de Bachar Assad.

C'est dans cette situation que se trouvait le régime et ses forces lorsqu'en fin septembre commença l'intervention russe. Les premiers raids aériens russes seront d'ailleurs axés sur les régions de Homs et Hama pour desserrer l'étau sur les forces de l'armée syrienne fidèle à Bachar¹¹. Cette mission passait avant celle du bombardement des positions de l'Etat Islamique, celui-ci occupant des positions assez éloignées du fief du président syrien.

- **Contre qui les russes doivent-ils se battre ?**

Pour répondre à cette question il conviendrait de se pencher sur la carte ci-après.

Carte 1 : Les forces en présence en Syrie



Au vu de la carte, quatre forces seraient en présence. L'armée du président Bachar Al Assad, les kurdes, les rebelles et l'Etat Islamique. Ce que la carte ne précise cependant pas, c'est que sous la dénomination « Rebelles », s'abrite une nébuleuse de groupes et de groupuscules armés.

En fait, en dehors de Daech, il existe une grande fluidité entre les différents et divers groupes, Jabhat Annousra incluse. De tendances différentes et d'obédiences aussi différentes que multiples, ces différents groupes s'unissent ou se désunissent en fonction des conjonctures et des orientations des Etats qui les soutiennent. (Voir tableau ci-dessous)

(11). Il n'est enregistré aucune présence de Daech dans ces deux régions.

Tableau 2 : Groupes et groupuscules armés en Syrie

Nom de La force combattante	Groupes et groupuscules qui la composent
Etat-Major général de l'armée syrienne libre	<ul style="list-style-type: none"> • Brigade des martyrs de Syrie ; • Brigade des syriens libres ; • Front de libération de la Syrie musulmane • Brigades Al-Farouq • Les aigles du Cham ; • Brigade de l'Unité.
L'armée de l'Islam	<ul style="list-style-type: none"> • Brigade de la conquête du Cham • Brigade Al Islam- • Brigade Al Ansar.
Le front Islamique syrien	<ul style="list-style-type: none"> • Mouvement des Syriens musulmans libres • Brigade de la Vérité- • Ansar cham- • l'armée de l'unicité- • Brigade des moudjahidines du Cham.
L'armée de la conquête	Structure en formation qui voit l'adhésion conjoncturelle de toutes les autres formations à l'exclusion de Daech. Son caractère est très ponctuel à présent et elle ne fonctionne que lors de certaines batailles. C'est une structure de coordination.
Brigades autonomes	<ul style="list-style-type: none"> • Brigades des descendants du prophète • Front de l'authenticité et du développement- • Brigades des martyrs d'Al Yarmouk • Bataillons de l'union nationale
Mouvements terroristes djihadistes	<ul style="list-style-type: none"> • Jabhat Annousra • L'Etat Islamique

Source : BBC Arabic : الأزمة السورية : دليل الجماعات المسلحة

En étendant donc leur définition de terroriste à toutes les forces opposées à Bachar Al Assad, les russes vont non seulement se disperser entre plusieurs fiefs mais risquent de rallier entre elles les différentes factions, dont celles locales, implantées au sein de la population, et finiront par renforcer et le front de l'opposition et le sentiment anti russe au sein de la population sunnite.

La carte suivante montre également l'étendue du territoire qui était occupé par ces factions face à l'étroitesse de celui qu'occupe le régime.

Durant les deux premières semaines de bombardement russes assortis d'une offensive terrestre de l'armée syrienne, le régime dit avancer et reconquérir des pans de territoire, mais la modicité de ces avancées, la résistance de l'opposition et la lenteur des progressions augurent d'une action appelée à durer. La question qui se posait alors était : Combien les bombardements ont-ils coûté aux russes et pour combien de temps encore faut-il et peuvent-ils continuer à bombarder ?

- **La reconstitution des forces et des alliances : Le coup de force des russes.**

Les russes accompagnaient leurs efforts militaires de tentatives politiques pour trouver avec les américains une formule qui permettrait un dialogue plaçant le président au cœur de tout système alternatif. Ils savaient qu'ils ne pouvaient continuer sempiternellement l'effort militaire, tout en ne pouvant céder sur leur position du fait qu'ils étaient déjà engagés et que tout recul entraverait sérieusement leur crédibilité. Trois éléments sont à retenir dans cette situation, ils sont à l'origine de la configuration actuelle du champ syrien.

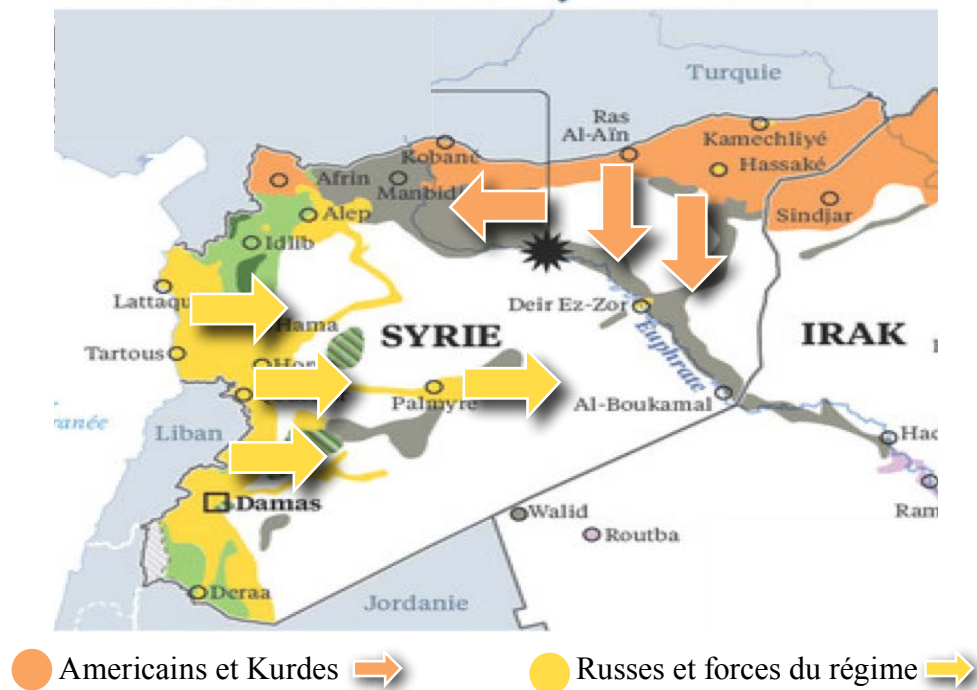
- ✓ Les américains se refusent à toute coordination avec les russes dans la lutte contre le terrorisme en Syrie. Leurs définitions de ce terrorisme n'ayant pas la même signification. Les américains ne cachent pas leur volonté d'exclure de cette définition les rebelles autres que Daech et Annousra ;
- ✓ Les russes, pour leur part, se refusent à reconnaître une quelconque légitimité à toute opposition armée au régime de Bachar ;
- ✓ Une seule structure semble sans se déclarer favorable ou hostile au régime, être l'allié des États Unis sans rencontrer l'hostilité russe. Il s'agit des kurdes de Syrie (unité de protection du peuple) affilié au Parti de l'Union démocratique.

Une formule tacitement acceptée par les uns et les autres se profile donc sans se déclarer officiellement. Elle réduit le conflit à deux antagonistes disponibles à une entente. Elle s'illustre par la formation :

- ✓ D'une première alliance entre le régime et les forces russes qui avancent de l'Ouest de la Syrie vers le Nord-Est et doivent pour cela combattre Annousra et les autres groupes armés, sans différenciation entre extrémistes et modérés ;
- ✓ D'une deuxième alliance entre les États Unis (qui abandonnent l'idée de soutenir les groupes islamistes modérés) et les Forces démocratiques syriennes (Kurdes et Arabes) qui avancent, au Nord de la Syrie, d'Est en Ouest et à l'Est de la Syrie du Nord vers le Sud. Ils doivent pour cela déloger Daech des territoires qu'elle occupe.

Ces deux forces avancent vers un axe allant, le long de l'Euphrate, d'Afrique au Nord-Ouest à Boukamal au Sud-Est et qui semble se dessiner comme la ligne future de démarcation entre zones d'influence Russe et Américaine en Syrie (se référer à la carte suivante).

Carte 2 : Zones d'influence Russe et Américaine en Syrie



Source : Institute for the study of war

Seraient-ce alors les signes avant-coureurs d'une partition de la Syrie où se dessinerait un nouveau mur de Berlin naturel (lit de l'Euphrate) entre deux zones d'influence ? Le Nord du fleuve pour les américains et le Sud pour les russes. La course vers Raqqa rappelle la course entre américains, français et anglais d'une part, et soviétiques de l'autre part vers Berlin en 1945 après avoir vaincu le régime nazi. La Syrie deviendrait alors comme l'Allemagne d'avant 1990, un espace de démarcation entre les zones russes et occidentales.

Cette formule semble profiter :

- ✓ Pleinement aux russes qui consolident leur présence en Syrie et marquent leur retour comme instance de décision dans les relations internationales ;
- ✓ Relativement moins aux américains qui sauvent la face en ne perdant pas tout en Syrie parce qu'ils retirent à Assad une partie de son territoire. Ils trouvent par la même occasion l'opportunité de construire et faire construire par leurs alliés des bases au nord de la Syrie¹².
- ✓ Dans une certaine mesure au régime en place qui tout en se maintenant perd une partie du territoire au profit des kurdes.

La seule victime légitime serait alors l'opposition syrienne qui doit choisir de s'allier à Bechar ou aux kurdes, sinon trouver une troisième solution qui ne peut-être que l'alliance avec Daech ou Jabhat Annousra. En effet, l'opposition islamo-nationaliste armée syrienne, qui semble aujourd'hui abandonnée par toutes les puissances, commence déjà à coordonner ses actions avec Jabhat Annousra (tendance Al Qaeda) notamment dans la région d'Alep.

(12). Les Etats-Unis auraient pratiquement terminé en Mars 2016 la construction de la base aérienne de Rmeilan dans le Nord-Est de la Syrie, région tenue par les Kurdes, et procédé à la construction d'un deuxième site à vocation militaire et civile, situé dans la même région, selon une dépêche de l'agence Reuters. D'autre part l'agence russe Spoutnik a rapporté le 10 Juin 2016 que les forces françaises auraient entamé la construction d'une base militaire près de la ville de Kobané.

Conclusion :

L'intervention en Syrie aura permis à la Russie de Poutine un éclatant retour sur la scène internationale. En s'imposant ainsi, la Russie rompt avec les positions de second rôle de puissance régionale dans lequel les occidentaux avaient voulu la confiner.

Cette situation s'ouvre cependant sur une question. Peut-on s'improviser puissance mondiale par la simple intervention aux côtés d'un régime au moment de sa décomposition et contre le gré d'une partie de son peuple ? Et ce, dans la mesure où la Russie puisse, en l'absence de solution politique, disposer des ressources nécessaires pour continuer cette guerre jusqu'au bout et éviter une défaite à la soviétique en Afghanistan.

Au cas où la Russie réussirait son intervention en Syrie, s'arrêterait-elle là ou serait-elle encouragée pour intervenir dans d'autres régions non moins importantes que la Syrie, et où sa sécurité semble menacée ? La présence de Daech en Afghanistan où elle semble d'une part chercher à asseoir d'importantes unités de combat et d'autre part à s'approcher des Talibans, ne constitue-t-elle pas une menace justifiant voir nécessitant une intervention russe en Afghanistan, du moins au Nord pour assurer sa sécurité ?

En résumé, l'intervention russe en Syrie marque-t-elle le retour de l'héritier de l'URSS ou s'agit-il de simples manœuvres d'une puissance de second rang ?

Bibliographie :

- « La Russie après Poutine : quels scénarios de transformation ? » par Laurent CHAMONTIN ; in "Diploweb.com, revue géopolitique" ; 7 octobre 2015.
- « Succession d'États de l'ex-U.R.S.S., avec examen particulier des relations avec la Finlande », par Koskenniemi Martti et Lehto Marja, In : Annuaire français de droit international, volume 38, 1992.
- « La Russie contemporaine ». Les grandes études internationales ; Collectif sous la direction de Favarel-Garrigues Gilles et Rousselet Kathy ; Éditions Fayard.
- « La nouvelle Russie est-elle de droite ou de Gauche ? » Par Bruno Drweski, Edition Delga 2016.
- « Que fait la Russie au moyen orient ? » Dossier de "DIPLOMATIE", revue spécialisée en affaires stratégiques et relations internationales, N° 79



OCP Policy Center

Ryad Business Center – South 4th
Floor – Mahaj Erryad - Rabat Morocco

Website: www.ocppc.ma

Email: contact@ocppc.ma

Phone: +212 5 37 27 08 08

Fax: +212 5 37 71 31 54

ISSN N° 2421-9479

Dépôt légal N° 2015PE0055